



Conseil économique et social

Distr. limitée
28 juin 2019
Français
Original : anglais

Comité du programme et de la coordination

Cinquante-neuvième session

3-28 juin 2019

Point 7 de l'ordre du jour

Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa cinquante-neuvième session

Projet de rapport

Rapporteur : M. Jun Yamada (Japon)

Additif

Projet de budget-programme pour l'exercice 2020

[Point 3 a)]

Programme 2

Affaires politiques

1. À sa 6^e séance, le 6 juin 2019, le Comité a examiné le programme 2 (Affaires politiques) du projet de plan-programme pour 2020 et les informations sur l'exécution du programme en 2018 [A/74/6 (Sect.3)]. Il était saisi également d'une note du Secrétariat sur l'examen du projet de plan-programme par les organes sectoriels, techniques et régionaux parue dans le document de séance portant la cote E/AC.51/2019/CRP.1/Rev.2.

2. La Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, le Sous-Secrétaire général aux affaires politiques et un représentant du Secrétaire général ont présenté le programme et répondu aux questions posées lors de son examen par le Comité.

Débat

3. Les délégations se sont félicitées du programme et de l'important travail accompli dans le domaine du maintien de la paix et de la sécurité internationales par les diverses entités participantes.

4. Plusieurs délégations ont exprimé leur appui aux travaux accomplis par le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix, en particulier dans les domaines de la prévention des conflits, de l'assistance électorale et de la consolidation de la paix. Certaines se sont également déclarées favorables à la



réforme du pilier Paix et sécurité et se sont félicitées de l'amélioration des activités du Département et de leur meilleure intégration, en particulier dans le domaine de la prévention des conflits, comme il ressort du projet de plan-programme. Considérant qu'il fallait absolument trouver des solutions nationales, une délégation a dit que les institutions nationales avaient un rôle essentiel à jouer dans la prévention des conflits ; tout en se félicitant du travail accompli par le Département dans le domaine de la gestion préventive des conflits, en particulier grâce à la mise en place de stratégies de renforcement des capacités des institutions nationales, elle a également fait remarquer qu'il restait des progrès à faire dans la gestion à long terme des conflits et la pérennisation de la paix.

5. En ce qui concerne les paragraphes 3.5 à 3.7 du projet de plan-programme, qui portent sur le contexte actuel dans le Département, une délégation a dit qu'il fallait tenir compte de la dimension régionale des conflits et que la participation des organisations régionales était essentielle pour trouver des solutions aux conflits ; or, l'objectif général du programme ne tenait pas compte de la dimension nationale et internationale des conflits, ce qui était pourtant indispensable pour trouver des solutions.

6. En ce qui concerne la section intitulée « Stratégie pour 2020 et facteurs externes », il a été rappelé que le socle de la stratégie du Département consistait à faciliter le règlement pacifique des différends, comme indiqué au paragraphe 3.10 du projet de plan-programme. Une délégation a suggéré de reformuler la stratégie pour qu'elle consiste plutôt à « promouvoir et faciliter le règlement pacifique des différends ». Elle s'est aussi dite préoccupée par l'emploi, au paragraphe 3.11, de l'expression « nouvelles menaces » et a demandé à savoir si les États Membres l'avaient approuvée et si son emploi supposait d'élargir le mandat du Département. Elle était d'avis que les « stratégies régionales » mentionnées dans le même paragraphe devaient tenir compte des priorités de la région et être élaborées avec le consentement des États Membres. Des éclaircissements ont été demandés sur la manière dont « l'approche globale » visée au paragraphe 3.13 et retenue dans le cadre de la réforme de l'architecture de paix et de sécurité avait renforcé l'obligation du Secrétariat de rendre compte de l'exécution des mandats.

7. Plusieurs délégations ont appuyé les facteurs externes énumérés au paragraphe 3.14, mais une délégation a demandé des éclaircissements sur la façon dont le Département créait un terrain favorable permettant à l'ONU d'ouvrir le dialogue afin d'apaiser les tensions et de prévenir un conflit, comme indiqué à l'alinéa b) du paragraphe 3.14.

8. Des précisions ont été demandées concernant la portée et le thème de l'auto-évaluation prévue par le Département en 2020, dont il est question au paragraphe 3.20, et sur le délai dans lequel une décision serait prise à ce sujet.

9. Une délégation a dit que les objectifs des sous-programmes ne rendaient pas toujours compte d'un lien clair avec les travaux du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix. Des incohérences ont été relevées dans les références faites aux objectifs de développement durable. Une délégation a fait observer que les paragraphes 3.22 à 3.24, qui mentionnaient l'objectif de développement durable n° 5 (parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles), l'objectif 16 (promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous) et l'objectif 17 (Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser), indiquaient ce que les progrès accomplis aideraient à faire mais ne précisaient pas en quoi les objectifs étaient nécessairement liés aux activités du Département et quelle était la valeur

ajoutée. Elle a noté que dans la section portant sur le lien avec les objectifs de développement durable, par exemple, les passages relatifs au Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient et au Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine évoquaient l'autonomisation des femmes, mais qu'il n'était pas question de l'objectif 5. Des éclaircissements ont été demandés sur la question de savoir si, en concluant à l'issue d'une évaluation que l'objectif 16 était l'un des objectifs de développement durable auxquels les entités des Nations Unies faisaient le plus souvent référence, le Bureau des services de contrôle interne avait admis qu'il existait un lien entre la paix et la sécurité et le développement durable. En réponse aux éclaircissements fournis par la Secrétaire générale adjointe, certaines délégations ont estimé que ce lien avait effectivement été établi dans des résolutions. Toutefois, une délégation était d'avis que la priorité du Département, en particulier la thématique de la pérennisation de la paix, n'avait pas été prise en compte dans l'établissement du lien avec les objectifs de développement durable, et qu'elle devait être la priorité.

10. En ce qui concerne le sous-programme 1 (Prévention, maîtrise et règlement des conflits), plusieurs délégations se sont félicitées des améliorations qu'apporterait la réforme de la paix et de la sécurité ; une délégation a estimé que la réforme remédierait à un certain nombre de lacunes déjà recensées. Les mesures prises pour définir des paramètres quantifiables, y compris les réactions positives des États Membres, ont été vues d'un bon œil, mais une délégation a noté que des progrès restaient à faire, notamment que l'augmentation du nombre de réunions ne pouvait pas être considérée comme un résultat. La même délégation était favorable aux mesures prises pour améliorer la capacité des États Membres de prévenir et de régler les conflits et a déclaré que le recours aux bons offices permettait de mesurer le degré de réussite. Une délégation a fait remarquer que les bons offices étaient mentionnés dans les produits retenus pour la période 2018-2020, mais qu'aucune référence n'était faite à des résultats quantifiables. Elle a ajouté que des données avaient été présentées concernant le nombre de missions de bons offices effectivement menées par rapport au nombre prévu pour l'exercice biennal 2018-2019, mais qu'aucune donnée de ce type n'avait été fournie pour 2020. Le Comité n'était donc pas en mesure de savoir si cela résultait du changement de présentation et se demandait pourquoi ces informations avaient été omises. Une autre délégation était d'avis que les résultats concrets mis en évidence pour 2020 dans la partie Coup de projecteur, tels que des « stratégies régionales plus intégrées », étaient abstraits, et a demandé un complément d'information sous forme d'exemples plus concrets. Une délégation a mentionné la stratégie pour le Sahel en tant qu'exemple d'approche intégrée, tout en soulignant qu'il fallait coopérer plus étroitement avec les institutions financières internationales et faire participer les acteurs régionaux. L'importance d'une stratégie intégrée pour la transition au Darfour a été soulignée. Une autre délégation a demandé des éclaircissements sur les produits quantifiés mentionnés dans le tableau 3.1, en particulier les produits prévus pour 2019 et 2020, et sur les explications relatives aux variations figurant aux paragraphes 3.31 à 3.33, et souhaitait savoir pourquoi le tableau 3.1 ne présentait pas de données quantifiées concernant les bons offices, alors même que le paragraphe 3.25 en présentait sur le nombre de missions de bons offices menées en 2018.

11. En ce qui concerne le sous-programme 2 (Assistance électorale), une délégation a salué l'importance de l'assistance électorale fournie par l'ONU pour aider les pays à organiser des élections libres et régulières. Appuyant le résultat mis en évidence pour 2020 dans la partie Coup de projecteur, elle s'est félicitée de l'amélioration des résultats concernant les délais de déploiement de l'assistance et a engagé le Département à collaborer étroitement avec d'autres organismes des Nations Unies pour fournir un appui. Une délégation a fait observer que l'appui apporté aux États

Membres pendant la phase post-électorale présentait des lacunes et a suggéré que le Département mette au point d'autres mécanismes d'appui pour y remédier. S'agissant de l'un des résultats escomptés pour 2018 dont il est question au paragraphe 3.37, des éclaircissements ont été demandés sur les critères appliqués pour décider d'apporter une assistance électorale aux États Membres, certains États ayant demandé à en bénéficier mais ne l'ayant pas reçue. Prenant note de l'augmentation du nombre de missions électorales - et citant le paragraphe 3.37 selon lequel le résultat escompté pour 2018 avait été obtenu en ce qui concerne le renforcement de la capacité des États Membres qui demandaient une assistance électorale de consolider leurs processus démocratiques et de mettre en place, d'améliorer et de perfectionner leurs institutions et mécanismes électoraux - une autre délégation a demandé que lui soient communiqués des exemples concrets illustrant ce résultat, et a cherché à savoir si, à l'avenir, il serait possible d'inclure, dans les résultats obtenus au titre du sous-programme, des informations concernant les pays qui étaient en mesure de tenir des élections sans assistance, grâce au soutien apporté au titre du sous-programme. En ce qui concerne le résultat mis en évidence pour 2020 dans la partie Coup de projecteur, des éclaircissements ont été demandés sur l'expression « situations de crise électorale » et des questions posées sur la mesure des résultats, notamment sur le pourcentage global de demandes d'assistance auxquelles il avait été donné suite.

12. En ce qui concerne le sous-programme 3 (Affaires du Conseil de sécurité), certaines délégations se sont félicitées des travaux menés dans le cadre du sous-programme et de l'appui accru fourni aux membres du Conseil de sécurité, en particulier aux nouveaux membres. Des questions ont été soulevées concernant le type d'appui technique qui serait le plus utile pour les membres élus et les nouveaux membres. Une délégation s'est félicitée des efforts faits récemment pour accroître la collecte de données, notamment sur le genre, et de la mise en place de la base de données iSCAD+, mentionnée dans la partie Coup de projecteur sur l'un des résultats escomptés pour 2020. Il s'agit d'un portail utilisateurs unifié accessible sur appareil mobile et intégré au nouveau site Web du Conseil de sécurité, qui vise à améliorer les produits d'information existants pour répondre aux besoins du Conseil. Le point de vue a été exprimé que les membres du Conseil devraient être consultés sur les améliorations à apporter aux services qui leur étaient fournis. Plusieurs délégations se sont dites préoccupées par le fait que la mesure des résultats mentionnée dans la partie Coup de projecteur sur l'un des résultats escomptés pour 2020, à savoir le temps passé sur le site Web du Conseil de sécurité (minutes), n'était pas nécessairement la meilleure indication dudit résultat escompté, à savoir permettre aux États Membres de mieux connaître et de mieux comprendre les procédures et les travaux du Conseil de sécurité. En effet, le temps passé sur un site Web pouvait également tenir au fait que la navigation sur ce site n'était pas facile ; on ne pouvait donc pas considérer qu'il y avait une amélioration.

13. En ce qui concerne le sous-programme 4 (Décolonisation), certaines délégations ont estimé que l'objectif du sous-programme énoncé au paragraphe 3.56 devrait également faire référence à la Charte des Nations Unies et aux résolutions de l'Assemblée générale, qui figuraient précédemment dans l'objectif du sous-programme pour l'exercice biennal 2018-2019, comme il ressort du plan-programme biennal et des priorités pour la période 2018-2019 (A/71/6/Rev.1). Une autre délégation a évoqué des problèmes de présentation, comme il y en a eu dans d'autres plans-programmes, où le passage de l'objectif aux résultats et aux produits n'était pas clair. Elle estimait que le lien entre l'objectif du sous-programme - faire avancer la décolonisation afin de parvenir à l'élimination complète du colonialisme - et le résultat prévu pour 2020 - des parties prenantes mieux informées et la poursuite du dialogue entre les territoires, les puissances administrantes, les États Membres et le public - aurait pu être plus clair. Une délégation a fait observer que la mesure des

résultats du nombre actuel et prévu d'utilisateurs du site Web de l'ONU sur la décolonisation ne rendait pas forcément compte des progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif et ne pouvait être considérée comme un produit. Il a également été dit que le paragraphe 3.59 devrait inclure une référence aux « autres résolutions de l'Assemblée générale », comme dans le plan-programme biennal susmentionné. En ce qui concerne le résultat mis en évidence pour 2020 dans la partie Coup de projecteur, une délégation s'est félicitée des travaux menés par le Département pour améliorer le site Web, notamment du fait que les informations étaient disponibles dans toutes les langues officielles.

14. En ce qui concerne le sous-programme 6 (Bureau d'appui à la consolidation de la paix), certaines délégations se sont félicitées de l'intégration du Bureau d'appui à la consolidation de la paix dans le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix. Une délégation a remercié le Bureau d'appui à la consolidation de la paix de ses travaux concernant les objectifs de développement durable. Elle a fait observer que l'augmentation des contributions versées au Fonds pour la consolidation de la paix ces dernières années témoignait de l'appui fourni par les États Membres aux travaux menés par le Bureau et a souligné que, dans les futurs rapports, il serait souhaitable de disposer de plus amples informations sur les partenariats conclus avec la Banque mondiale et l'appui fourni à l'autonomisation des femmes, et de précisions sur le rôle joué par le Bureau non seulement au sein du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix mais aussi de manière plus globale dans la structure du développement. Elle était aussi d'avis qu'il serait bon que la Commission de consolidation de la paix et les organismes des Nations Unies et les institutions financières internationales coopèrent davantage. En ce qui concerne le résultat mis en évidence pour 2018 dans la partie Coup de projecteur, on s'est félicité des activités novatrices menées par le Bureau au Sahel, et on a souligné que la stratégie régionale qui y était menée, et qui présentait à la fois de nouvelles difficultés et de nouvelles possibilités, contribuait à ces bons résultats. En ce qui concerne le résultat mis en évidence pour 2020 dans la partie Coup de projecteur, une délégation a fait observer que la difficulté et la réponse apportée étaient abstraites et a demandé des exemples plus concrets, en particulier concernant la collaboration plus efficace dans le cadre des analyses politiques et du soutien à la Commission de consolidation de la paix, d'une part, et de la transformation de ces stratégies et analyses politiques en programmes de consolidation de la paix et en activités de collaboration avec les acteurs de développement du système des Nations Unies, d'autre part. La même délégation souhaitait obtenir des éclaircissements sur ce que l'on entendait par « renforcer la collaboration » et a demandé que l'expression soit placée en contexte et précisée à l'aide d'exemples. Concernant les résultats concrets, elle souhaitait également savoir si des mesures autres que la participation accrue de la société civile pouvaient être utilisées pour mesurer l'ampleur du travail accompli par le Bureau d'appui à la consolidation de la paix. Évoquant les difficultés rencontrées en raison de l'absence de numérotation des paragraphes, une délégation a fait référence au premier paragraphe de la page 33 de la version anglaise du programme, qui a pour titre *Challenge and response* (« Une réponse adaptée à la situation »). Elle souhaitait savoir s'il y avait une entente intergouvernementale au sujet de la référence aux « situations complexes » et a fait observer que la mesure des résultats était difficilement réalisable.

15. Une délégation s'est félicitée du travail accompli par le Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, notamment du fait qu'il soutenait les efforts menés par l'Égypte pour rétablir l'unité palestinienne et facilitait le fonctionnement du Mécanisme pour la reconstruction de Gaza ; elle s'est aussi félicitée de la poursuite des activités en 2020 et du développement des activités humanitaires à Gaza.

16. S'agissant du Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine, une délégation s'est réjouie que l'ONU et l'Union africaine coopèrent bien et a fait observer que la déclaration commune signée par l'ONU et l'Union africaine en décembre 2018 traduisait un engagement clair en faveur du partenariat. On a avancé que cet engagement devrait se traduire par des résultats mesurables, en particulier dans des domaines tels que la déontologie, la discipline et les droits de l'homme, et par une doctrine sur les opérations de soutien à la paix.

17. On a dit qu'il était important que la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme applique l'analyse des lacunes pour hiérarchiser et coordonner les mesures de renforcement des capacités et que le Bureau de lutte contre le terrorisme collabore avec les organisations régionales dans l'exécution des mandats. Une délégation a estimé que grâce à la création de la Division des projets spéciaux et de l'innovation, il ne devrait pas y avoir de chevauchements d'activités dans le Bureau de lutte contre le terrorisme. Des éclaircissements ont été demandés sur les travaux menés par le Bureau concernant les formes non conventionnelles de terrorisme et les effets du monde virtuel d'Internet sur le terrorisme. Une délégation s'est félicitée du travail transparent et inclusif que le Bureau avait accompli et a fait observer qu'il avait fait beaucoup en peu de temps ; il avait notamment organisé à New York la première Conférence de haut niveau des Nations Unies réunissant les chefs d'organismes antiterroristes des États Membres, qui avait réuni plus de 1 000 participants, comme indiqué au paragraphe 3.207. Une autre délégation a noté avec préoccupation que le nombre de postes du Bureau de lutte contre le terrorisme financés au moyen du budget ordinaire était bien inférieur au nombre de postes financés au moyen de ressources extrabudgétaires.
